



**VOTER CFE UNSA, C'EST FAIRE LE BON CHOIX**

4 octobre 2019

## Hercule en stationnement mais pas encore à l'arrêt !

Lors des rencontres intersyndicales avec Élisabeth Borne, Ministre de la transition écologique et solidaire, et Jean-Bernard Lévy, PDG d'EDF, l'Alliance CFE UNSA Énergies a réaffirmé son opposition au projet Hercule. Suite à la mobilisation des salariés le 19 septembre dernier, des avancées ont été obtenues notamment sur les conditions préalables de la refonte de la régulation ou la concertation avec les représentants du personnel. Mais en refusant de dire clairement que le projet actuel était retiré, le PDG d'EDF a contraint l'intersyndicale à considérer que le message du 19 septembre n'était pas entendu à 100 %.

Partageant avec l'intersyndicale que l'enjeu est avant tout climatique et que la transition écologique et solidaire passe par la mobilisation du Groupe EDF, la Ministre a conclu qu'une réorganisation des activités du Groupe ne pouvait pas être un préalable mais bien la résultante éventuelle d'une nouvelle régulation qui permette à EDF d'investir. Si elle a confirmé que le Gouvernement a demandé à EDF de présenter un rapport, elle a indiqué que la date de fin 2019 n'était pas intangible.

Or, tant que cette régulation n'est pas revue de fond en comble, le projet Hercule n'est qu'un projet capitalistique de captation de valeurs sans vision industrielle, et qui ne règle rien.

Avant d'entrer en réunion avec la Ministre, l'Alliance CFE UNSA Énergies avait déjà rappelé au Gouvernement son opposition à l'amendement voté cet été pour relever le volume d'électricité mis à disposition des fournisseurs alternatifs (AReNH) alors que son prix restait inchangé. Le Gouvernement a indiqué qu'il ne le mettrait pas en œuvre, probablement suite à la mobilisation des salariés.

Dès le début de sa rencontre avec le PDG du Groupe, l'Alliance CFE UNSA Énergies a demandé clairement si la Direction était prête à retirer le projet Hercule, en attendant la mise en œuvre d'une meilleure régulation et après avoir entamé une réflexion sur l'avenir du Groupe avec une vraie concertation avec les représentants des salariés.

Défendre l'entreprise, c'est défendre ses salariés ! Ça sert à ça un syndicat. Développer l'emploi, promouvoir un projet industriel ambitieux pour le Groupe, le tout avec un contrat social partagé, l'Alliance CFE UNSA Énergies s'y emploie pour le bien de tous.

« *Tout procède d'une nouvelle régulation de la production nucléaire* » a répondu le PDG, en ajoutant que « *s'il n'y a rien sur une meilleure régulation, il n'y aura pas de nouvelle organisation* ».

« *Nous ne sommes pas en mesure aujourd'hui de prolonger les travaux sur Hercule, faute de clarification sur la future régulation* » a-t-il ajouté. Il ne manquait que le mot retrait pour comprendre qu'il ne s'agit pas d'un simple décalage du calendrier.

En effet, faute d'avoir les éléments conclusifs sur la loi énergie climat qui n'est pas encore promulguée, et suspendu aux travaux sur la régulation dont l'entreprise ne voit pas de conclusions produites dans un proche avenir, le PDG d'EDF a indiqué ne pas être en mesure de présenter son rapport sur une éventuelle réorganisation au Gouvernement à la fin de l'année. Mais quid de 2020 ?

Il a enfin indiqué qu'un projet de réorganisation ne pourrait voir le jour qu'une fois une meilleure régulation en place et après des concertations avec les représentants du personnel, ce que l'Alliance CFE UNSA Énergies demandait. Il est même prêt à étudier des propositions de réorganisations alternatives crédibles. On y était presque, mais il manque le retrait.

La raison l'a presque emporté mais la partie de ping pong continue entre l'État et l'entreprise !



**Élections CSE du 14 novembre**



cfe-energies.com  
unsa-energie.fr